

Des sénatrices accusent le gouvernement colombien de l'insécurité à Antioquia

Image not found or type unknown



Bogota, 5 mars (RHC) Plusieurs sénatrices ont rendu aujourd'hui le gouvernement colombien responsable du déplacement massif de quelque 168 indigènes de la communauté de Turriquitadó, département d'Antioquia, qui fuient l'horreur de la guerre.

Dans la municipalité de Murindó, 48 familles Embrea ont emprunté des routes minées pour sauver leur vie, et des groupes armés illégaux les ont menacés et déplacés, comme l'a décrit la députée Sandra Ramirez sur Twitter.

Pourquoi persiste-t-il à ignorer la réalité du pays et des plus vulnérables? a demandé au président Ivan Duque dans son message l'ex-combattante des forces armées révolutionnaires.

Ce sont des Colombiens et des Colombiennes protégées par la Constitution, ils ont des droits à un État qui se reconnaît pluriethnique et le devoir de les protéger, mais ils sont seuls, a dénoncé de son côté la sénatrice Piedad Córdoba.

L'avocate et membre du parti libéral a joint à son message sur Internet une vidéo montrant la longue file de tous les habitants qui traversent une partie de la côte pacifique pour sortir de la zone du conflit armé.

Ce déplacement s'est produit après que le 28 février dernier, un garçon de 12 ans de la communauté a marché sur une mine antipersonnelle et a été grièvement blessé.

Depuis 2018, le Bureau du Défenseur du peuple émet des alertes précoces sur la présence de bandes irrégulières dans la ville de Murindó et le risque qu'elles représentent.

Les communautés autochtones Gorrojo, Bachidubi et Coredó, où vivent 470 personnes, seraient également menacées de déplacement pour la même raison, a déclaré l'Organisation indigène d'Antioquia.

Le porte-parole de l'entité, Wilfer Sánchez, a expliqué à Radio Caracol que la situation n'est pas nouvelle. Depuis 2019, de nombreuses violations des droits de l'homme et du droit international sont commises dans cette zone par des groupes armés illégaux.

À cela s'ajoutent, a-t-il ajouté, les difficultés pour l'acheminement de l'aide humanitaire aux communautés; tandis que leurs habitants souffrent de la faim parce qu'ils ne peuvent pas chasser et s'occuper des récoltes.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/249696-des-senatrices-accusent-le-gouvernement-colombien-de-linsecurite-a-antioquia>



Radio Habana Cuba